



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

vendredi 13 octobre 2017

Entrevue avec le ministre de l'Éducation nationale

Le SNETAA-FO, premier syndicat dans l'enseignement professionnel, a été reçu par le ministre Blanquer ce jeudi 12 octobre.

Nous avons porté les revendications de terrain des collègues PLP et CPE, titulaires ou contractuels, qui manquent de reconnaissance dans leur travail et la première des reconnaissances étant « le bas de la fiche de paie » ; c'est ainsi que nous avons rappelé notre demande de retrait du PPCR.

Nous avons clairement revendiqué que l'éducation prioritaire (REP et REP+) concerne tous les établissements professionnels.

Nous avons dressé un constat alarmant sur ce qu'il se passe sur le terrain des établissements scolaires professionnels, sur l'épuisement des collègues, sur la multiplication des réunions inutiles, sur le manque évident de soutien et de reconnaissance d'une hiérarchie soumise elle aussi parfois à une pression de « productivité », une ineptie dans nos LP !

Nous avons insisté sur la nécessité de titulariser par les voies statutaires tous les contractuels, très nombreux dans l'enseignement professionnel.

Plus globalement, le ministre nous a annoncé la mise en place d'une mission confiée à deux personnalités dont découlera un rapport sur l'enseignement professionnel. Le SNETAA-FO compte y prendre toute sa part.

Le ministre, cordial, à l'écoute, a donné sa feuille de route générale dont la « revalorisation du diplôme de CAP ». Le SNETAA-FO tient « comme à la prunelle de nos yeux » au CAP puisqu'il est le premier diplôme reconnu par les branches, dans les conventions collectives. Nous souhaitons le développement partout des classes de CAP en formation initiale comme il avait été promis lors de la précédente réforme de la voie pro. Nous avons rappelé aussi notre exigence d'installer partout dans les LP des sections de BTS : les BTS en LP avec les PLP comme intervenants !

Nous avons rappelé notre opposition à l'apprentissage comme première formation. Cette volonté dogmatique du développement de l'apprentissage infra bac est une hérésie quand les employeurs (artisans, petits commerçants et grands groupes) ne veulent pas de ces jeunes souvent en rupture scolaire voire en rupture sociale. Il n'y a que l'École de la République, nos établissements laïques, pour leur redonner des chances de devenir des citoyens libres et des travailleurs formés. Le reste n'est qu'un leurre car les entreprises ne connaissent pas les jeunes dont nous avons la charge. Le ministre a alors tenu à indiquer au SNETAA-FO que l'apprentissage ne devrait pas se faire ni au détriment des jeunes en LP ni des personnels. Si le propos semble rassurant, nous restons très vigilants, très prudents, surtout quand on voit les manœuvres du Medef pour imposer sa vision libérale.

Depuis cette rentrée, la multiplication des audiences accordées au SNETAA-FO au plus haut niveau change du mépris que les précédents gouvernements avaient pour les PLP, les CPE, les jeunes de l'enseignement professionnel. Il faut dire que d'autres organisations, parfois microscopiques dans l'enseignement professionnel, avaient les faveurs du pouvoir. Ceux-là même qui tentent aujourd'hui de se racheter une virginité.

Le SNETAA-FO reste libre de ses mandats donnés par ses seuls adhérents, des profs du terrain, sur le terrain. L'indépendance est à ce prix. Ce n'est ni une liberté de façade ni une indépendance de façade.

Le Secrétariat National du SNETAA-FO